



# De nouveau à l'avenir afghan: défis de sécurité pour la reconstruction et le développement.

## Analyse

18 mars 2019

Par Gilles-Emmanuel Jacquet \*

Les pourparlers en cours entre les représentants des Taliban et le gouvernement des États-Unis au Qatar constituent une étape importante, mais la paix et la stabilité sont toujours hors de portée. La reconstruction et le développement durable de l'Afghanistan exigent un niveau de sécurité satisfaisant et permettent de résoudre des problèmes tels que le chômage, la corruption et la violence armée.

Depuis 2001, de nombreux efforts de reconstruction et d'assistance ont été menés en Afghanistan, mais leur impact réel est limité par le contexte de sécurité et la corruption. L'aide matérielle et financière étrangère a été affectée par des détournements de fonds et des détournements de fonds. De nombreux exemples peuvent être facilement trouvés à Kaboul ou dans tout le pays. Dans le district de Parwan-e-seh, à Kaboul, la route principale était en mauvais état et semblait avoir été construite dans les années 1970 ou 1980. Selon certains habitants de la région, la route avait été construite dans les années 2000 et son état déplorable était principalement due à la corruption: elle avait une épaisseur de 9 cm, alors qu'elle était supposée avoir une épaisseur de 18 cm et son entretien était quasi inexistant. Dans de nombreuses zones rurales, les écoles ont été construites avec le soutien financier de pays étrangers, Des ONG ou des organisations mais une partie importante de ces fonds ont disparu. En conséquence, ces écoles sont souvent des bâtiments inachevés ou mal construits où les meubles, les fenêtres, le système de chauffage, des toilettes décentes ou l'électricité font défaut.

Depuis 2001, les équipes de reconstruction provinciales de la FIAS ont accompli un travail remarquable, qui s'est toutefois soldé par le retrait des troupes de la FIAS. L'action des PRT a également suscité des débats et a été critiquée par certaines organisations non gouvernementales, dans la mesure où elle risquerait de créer une confusion dans l'esprit des populations locales sur la nature de l'assistance humanitaire, ainsi que sur le rôle des forces armées étrangères et des ONG étrangères. De nombreuses ONG étrangères ou locales opérant en Afghanistan et au Pakistan ont signalé qu'après l'élimination de Oussama Ben Laden par une équipe de l'US Navy SEAL à Abbottabad en mai 2011, elles avaient de plus en plus de difficultés à mener à bien leurs opérations.

Le contexte sécuritaire actuel est critique: les Taliban contrôlent 44% à 61% des districts afghans [1] et l'État islamique mène des attaques terroristes dans le pays. Les négociations en cours constituent une étape importante, mais leur issue ne permettra pas une paix stable et immédiate. Seule une fraction des talibans a souscrit à ce processus et a accepté d'y participer car tout le mouvement taliban reste divisé. Certaines factions talibanes réclament le retrait complet des troupes étrangères et de toute présence étrangère, ainsi que la démission du gouvernement afghan actuel. Cette condition préalable ne peut être remplie, car cela mettrait en danger le gouvernement afghan actuel et déclencherait une nouvelle phase de conflit. Une telle possibilité ne créerait pas un contexte approprié pour la reconstruction. De plus, depuis la chute de son califat syrien et irakien.

À cet égard, la reconstruction et le développement dépendront du contexte créé par l'accord de paix et d'un accord satisfaisant pour toutes les parties, ce qui est loin d'être facile. Toutes les parties ont des liens avec des pays étrangers et voisins. Cela signifie que les puissances étrangères et les pays voisins devraient réévaluer leurs programmes et leurs intérêts en Afghanistan. Ils devraient également trouver des intérêts communs et une approche commune, au moins en ce qui concerne la reconstruction du pays. C'est le seul moyen d'assurer un processus de reconstruction sain et en particulier l'accès aux zones rurales où la majeure partie du travail devrait être menée.

Les conditions de sécurité et la corruption sont également étroitement liées aux problèmes sociaux et économiques affectant les zones rurales afghanes. L'agriculture est le secteur le plus important et la base de l'économie afghane. L'agriculture devrait être fortement soutenue, notamment en ce qui concerne l'éradication de la culture du pavot à opium. L'économie des opiacés représente entre 20% et 32% du PIB du pays (4,1 à 6,6 milliards de dollars américains) [2] et 24 provinces sur 34 cultivent du pavot à opium, mais 69% des cultures sont effectuées dans le sud de l'Afghanistan. [3] Les groupes de talibans contrôlent ces zones et gagnent c. US \$ 200 millions par an provenant de l'économie des opiacés. Les efforts d'éradication ont entraîné une baisse de la production d'opium de 9 000 tonnes en 2017 à 6 400 tonnes en 2018 et le prix de l'opium sec est tombé à son plus bas niveau depuis 2004 (94 USD par kg).

La création d'emplois et de revenus décents pour les populations rurales joue un rôle dans la réduction des activités des groupes d'insurgés dans les zones rurales. Cette question clé était bien comprise par les troupes françaises chargées des opérations civilo-militaires dans la province de Kapisa et le district de Surobi. Le chercheur français Bernard Dupaigne a expliqué que pendant la Première guerre d'Indochine (1946-1954) «la carte des zones calmes coïncidait exactement avec celle des régions où des travaux hydrauliques améliorant les rendements agricoles avaient été réalisés par des ingénieurs français. Les zones contrôlées par l'insurrection correspondaient à des régions pauvres d'un point de vue agricole ». [5] Les troupes françaises

menant des opérations civilo-militaires à Kapisa et à Surobi souhaitaient jouer un rôle dans le développement à long terme de ces zones, mais leur mission a pris fin en 2012.

Eradiquer la culture du pavot à opium et soutenir les agriculteurs dans leur transition vers la culture légale est coûteux. De nombreux efforts ont été déployés et la production d'opium a diminué, mais les résultats sont limités par la corruption, la pauvreté généralisée, les menaces proférées par des bandes criminelles, des responsables corrompus ou des commandants talibans à l'encontre des agriculteurs. Tenant compte de ces difficultés, certains experts ont fait valoir que la culture du pavot à opium et sa production devraient être autorisées et que les agriculteurs pourraient légalement vendre leur production à l'industrie pharmaceutique. Une telle solution pourrait générer des revenus stables pour une partie des populations rurales afghanes. [6]

L'éducation joue un rôle important dans le développement de l'Afghanistan, en particulier dans l'enseignement et la formation professionnels. Djawed Sangdel, l'un des penseurs les plus influents et des praticiens de premier plan dans le domaine, a souligné à plusieurs reprises: «L'Afghanistan a peut-être besoin d'hommes d'affaires et de gestionnaires, mais encore plus de techniciens, d'agronomes et d'ingénieurs. ».

La reconstruction et le développement de l'Afghanistan bénéficieront également de l'initiative Belt and Road, la nouvelle route de la soie en Chine, mais elle nécessite également d'importantes améliorations en matière de sécurité et une approche régionale cohérente de la part des puissances étrangères et internationales. Le nouveau grand jeu en Asie centrale opposant les États-Unis à la Russie et à la Chine pourrait, dans cette perspective, empêcher l'Afghanistan de récolter les fruits du commerce avec la Chine et entraver son développement. La concurrence entre puissances internationales ou régionales peut prendre une forme violente, en particulier en ce qui concerne le contrôle et l'exploitation de ressources minérales stratégiques et d'éléments de terres rares dont la valeur pourrait atteindre 3 000 milliards de dollars. Les ressources minérales représentent un atout important pour le pays et son développement, mais l'industrie minière locale est opaque et le ministère afghan des Mines et du Pétrole est touché par la corruption. [7] En outre, l'exploitation minière illégale profite à divers gangs criminels et aux Taliban.

Le contrôle de l'État sur ce secteur devrait être accru, des normes juridiques solides devraient être appliquées, la corruption punie et la transparence renforcée. En outre, il devrait exister une stratégie globale et cohérente garantissant que l'Afghanistan ne sera pas seulement propriétaire de ses ressources, mais utilisera également les revenus générés par les minéraux ou le pétrole pour son développement et sa reconstruction. Les tendances actuelles sur les marchés internationaux et la raréfaction de certaines ressources minérales ou énergétiques ont également posé un problème crucial pour l'Afghanistan. La concurrence des puissances étrangères sur l'accès aux minéraux rares et stratégiques aura également un impact négatif sur le pays: elle pourrait accroître la corruption, une gouvernance faible et aggraver la «malédiction des ressources».

Une stratégie multidimensionnelle tenant compte de ces questions et soutenue par l'ONU, les puissances étrangères impliquées en Afghanistan et les puissances régionales ou voisines devrait être mise en place. Pour réussir, il convient d'adopter une approche commune et radicalement nouvelle selon laquelle les puissances étrangères et les puissances régionales doivent trouver un terrain d'entente et des objectifs communs ou au moins des intérêts. L'Afghanistan est affecté par la concurrence géopolitique opposant les États-Unis à la Russie et la Chine, mais aussi par la crise américano-iranienne, ainsi que par la rivalité

indopakistanaise. L'Iran et les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizistan) devraient être associés à cette approche commune. L'Arabie saoudite et le Qatar ne doivent pas être laissés de côté, mais il convient de s'interroger sur les effets de leur influence passée et de leur rôle futur.

\* *Gilles-Emmanuel Jacquet*, Professeur assistant d'histoire mondiale à l'École de diplomatie et de relations internationales de Genève. Il est également analyste principal à l'Institut international de recherche sur la paix, Genève (GIPRI).

[1] Bill Roggio et Alexandra Gutowski, «Cartographie des districts contrôlés et contestés par les Taliban en Afghanistan: évaluations LWJ vs militaires américaines», Threat Matrix / The Long War Journal, 08/09/2018: <https://www.longwarjournal.org/archives/2018/09/cartographie-des-districts-contrôlés-et-contestés-par-les-talibans-en-afghanistan-lwj-vs-usmilitary-assessment.php>.

[2] «Enquête sur l'opium en Afghanistan 2017, Les défis du développement durable, de la paix et de la sécurité», Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et les stupéfiants, Direction du Ministère de la lutte contre les stupéfiants de la République islamique d'Afghanistan, mai 2018, p.

[3] «Enquête sur l'opium en Afghanistan 2018, Culture et production», Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et Direction de la criminalité et des stupéfiants du Ministère de la lutte contre les stupéfiants de la République islamique d'Afghanistan, novembre 2018, p.14.

[4] «La baisse de la culture du pavot à opium, le prix de l'opium sec en Afghanistan, révèle la dernière enquête de l'UNODC», Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 19/11/2018: <https://www.unodc.org/unodc/fr/frontpage/2018/novembre/baisses-vives-dans-la-culture-du-pavot-a-opium-prix-de-l-opium-sec-en-afghanistan-derniere-enquete-unodcrevele.html?ref=fs1>.

[5] Bernard Dupaigne, Désastres afghans, Carnets de route, 1963-2014, Gallimard, 2015, p.222-223.

[6] Olivier Maguet, «La production de drogue: grandes frontières», p.83-100, in Pierre Micheletti, Afghanistan, Gagner les cœurs et les esprits, Presses Universitaires de Grenoble / RFI, 2011.

[7] Zabihullah Jahanmal, «Rapport: La corruption augmente dans les contrats du ministère des Mines», Tolo News, 12/03/2017: <https://www.tolonews.com/business/report-corruptionincreases-mines-ministry-contracts>; «La nouvelle loi minière en Afghanistan risque de ne pas être efficace dans la lutte contre la corruption», Global Witness, 05/09/2018: <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/afghanistans-new-mining-law-risks-zaghona-salehi-et-le-rapport-mec-énumèrent-les-raisons-de-la-corruption-au-momp>, Pajhwok Afghan News, 10/12/2018: <https://www.pajhwok.com/fr/2018/12/10/mec-report-listes-raisonsderriere-corruption-momp>